



La Banque européenne d'investissement en Afrique australe et dans l'océan Indien

Entre 2010 et 2015, la BEI a prêté 600 millions d'EUR à l'appui de 22 projets dans 14 pays aux fins de soutenir le développement, l'emploi et la croissance en Afrique australe et dans l'océan Indien.

En sa qualité de banque de l'UE, la BEI agit comme un catalyseur en offrant des conditions de financement que le marché seul ne peut fournir et en apportant une assistance à la préparation et à la mise en œuvre des projets. L'utilisation d'une gamme d'instruments de financement innovante et en constante évolution, permettant de mobiliser des ressources supplémentaires, est cruciale pour garantir les résultats à long terme des projets en Afrique australe et dans l'océan Indien. Le rôle de la BEI va au-delà des prêts et

comprend aussi le panachage de ressources, par lequel elle combine ses financements à des subventions et d'autres aides non remboursables de l'UE, ainsi que l'apport de savoir-faire, aux différents stades du cycle du projet, par des opérations d'assistance technique. La Banque utilise, en sus de ses ressources propres, celles disponibles au titre de la Facilité d'investissement ACP – un fonds renouvelable – pour financer des opérations en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.





Les priorités de la BEI :

Développement du
secteur privé



Améliorer l'**accès aux financements**,
en particulier pour les PME et
les microentreprises

Développement des
infrastructures
socioéconomiques



Subvenir à la nécessité
d'**infrastructures stratégiques**
dans des secteurs comme l'énergie,
les transports, l'eau, l'aménagement urbain,
l'éducation et la santé

Atténuation des
changements climatiques et
adaptation à leurs effets



Appuyer l'**action pour le climat**
en soutenant les énergies renouvelables, l'effica-
cité énergétique, les transports
durables, l'utilisation durable des
ressources naturelles et la résistance
aux changements climatiques

Intégration régionale



Répondre à un **objectif**
transversal en améliorant les liens
entre les pays partenaires et avec l'UE



Soutenir le secteur financier à l'échelle régionale

La BEI participe à un instrument de crédit de 60 millions d'EUR distribué par des établissements bancaires du groupe BancABC (ABC Holdings), dont l'objectif est de fournir des financements à moyen-long terme, en monnaie locale, euro ou dollar des États-Unis, à quelque 135 entreprises – PME, surtout – du secteur privé ou du secteur public marchand au Botswana, en Tanzanie, au Mozambique et en Zambie. BancABC Botswana et BancABC Zambia sont les deux premiers intermédiaires admissibles retenus pour cette opération.

Là où elle le peut, la BEI s'efforce de compléter cette ligne de crédit par des ressources au titre de l'Instrument de microfinance pour l'Afrique australe – une initiative récemment approuvée, dotée de 50 millions d'EUR, pour fournir des financements à moyen-long terme (sept ans au maximum) en monnaie locale à des banques commerciales et à des institutions de microfinance réglementées qui les rétrocéderont à des TPME locales. L'assistance technique



est également d'une très grande utilité pour permettre au secteur – bailleurs de fonds et emprunteurs – de profiter pleinement des avantages offerts par la participation de la BEI. Chaque intermédiaire financier agréé bénéficiera d'un programme sur mesure d'assistance technique au renforcement des capacités, élaboré et mis en œuvre par la Frankfurt School of Finance & Management.

Cet apport de ressources financières à long terme adaptées favorisera le développement du secteur privé – PME, en particulier – et, par-là, la croissance économique. La disponibilité de financements à moyen-long terme dans différentes monnaies permettra aux bénéficiaires finals de réaliser des projets d'investissement à l'appui des secteurs clés de l'économie. Le développement des PME est étroitement lié à la création d'emplois et peut avoir, en fin de compte, une influence notable sur la croissance de l'économie et sur la réduction de la pauvreté.



Libérer le potentiel de développement de l'Angola grâce à la fibre optique

À moins de 15 % du PIB, le taux d'investissement de l'Angola est l'un des plus bas d'Afrique subsaharienne. Le pays est confronté à des défis majeurs en matière de développement, et doit notamment reconstruire son réseau d'infrastructures et améliorer ses indicateurs du développement humain.

TV Cabo est le premier investissement de grande envergure soutenu par la BEI en Angola. Il concerne le déploiement de réseaux de fibre optique dans les villes de Lubango, Huambo, Cabinda et Soyo, ainsi que l'extension des réseaux existants dans les agglomérations urbaines de Luanda, Lobito et Benguela. Au total, 83 400 nouvelles prises seront installées et apporteront une connexion large bande à haut débit à des entreprises et à des ménages.

Le prêt de 20 millions d'EUR de la BEI contribuera au développement de services de télécommunications avancés (internet large bande, téléphonie, télévision payante), qui auront aussi des retombées sociales bénéfiques telles que l'accès amélioré à certains services publics – santé, enseignement, administration, gouvernement, ou encore associations et ONG – grâce à une connectivité renforcée. Le projet se traduira par une offre supplémentaire de services à large bande innovants qui contribueront à réduire la fracture numérique en Angola et entraîneront plusieurs effets indirects comme l'augmentation de la productivité du travail ou encore la diversification de l'économie.

Entre 2014 et 2016, le nombre de logements et locaux éligibles couverts par le réseau passera ainsi de 103 400 à environ 186 800 et le nombre de logements raccordés de 59 900 à 105 200. De 58 millions d'EUR en 2013, les recettes du promoteur devraient se hisser à 117 millions d'EUR en 2018. Cette croissance s'accompagnera de nombreux bénéfices. Ce projet ne cible peut-être qu'une portion limitée de la population, mais il a déjà beaucoup fait pour promouvoir les services innovants de grande qualité sur le marché angolais des télécommunications.





Suivre l'augmentation de la demande en eau en Zambie

Le potentiel de développement économique de la Zambie est contraint par des obstacles fondamentaux liés, pour beaucoup, aux infrastructures – au premier chef, le manque d'accès à l'eau et aux services de base.

Le pays cherche à surmonter ces obstacles et, pour ce qui est d'assurer une offre de services d'eau et d'assainissement sûre et durable, devrait être aidé par le prêt de 75 millions d'EUR de la BEI combiné à un financement de l'Agence française de développement et à une subvention à l'investissement du Mécanisme européen de mise en commun des ressources pour la Facilité pour l'eau.

Le projet ainsi financé porte sur la modernisation et l'extension des équipements de la compagnie des eaux et de l'assainissement de la Mulonga (MWSC) dans la province de la Copperbelt, à environ 200 km de la capitale, Lusaka. Il permettra de réaliser des travaux urgents de mise à niveau technique sur des infrastructures clés datant généralement de plus d'un demi-siècle, qui ne suffisent plus à faire face à la demande en pleine croissance ainsi qu'à la pollution sans précédent des eaux de la Kafue par les industries extractives.

MWSC vise un programme de raccordement au réseau d'assainissement pour 88 % des foyers avant la fin de 2014, puis pour 95 %, au rythme de 1 % supplémentaire chaque année, à terme. Le projet, qui porte sur une série d'investissements devant permettre de répondre à la demande jusqu'en 2030, atteint un taux de rentabilité économique attendue compris entre 8 % et 10 % si l'on inclut les bénéfices non quantifiés.

Pour assurer la partie du programme qui vise la couverture et le raccordement effectifs de populations à faibles revenus, un programme d'assistance technique d'un montant de 6,3 millions d'EUR, financé par le module de préparation des projets dans le secteur de l'eau – un dispositif conjoint de la BEI et de l'UE –, est mis en œuvre.



© EIB Graphic Team © ADA/Andrés Lejona © World Bank/Dominic Chavez, photographer © Shutterstock.com



**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE

Informations générales

Bureau régional pour l'Afrique australe et l'océan Indien

Greenpark Estates
27 George Storrar Drive
Groenkloof 0181 Tshwane (Pretoria)

+27-12 4250460

+27-12 42500470

pretoria@eib.org

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

+352 4379-1

+352 437704

www.eib.org/acp

Bureau d'information

+352 4379-22000

+352 4379-62000

info@eib.org